

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 22/09/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CL DUNKERQUE**

Port 7255  
7255 route du Cap Horn  
59630 Bourbourg

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\CL  
DUNKERQUE\_(ex\_CLAREBOUT)\_Saint-Georges-sur-l'Aa\_0003802000\2\_Inspections\2025 08 27  
MEX  
Code AIOT : 0003802000

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2025 dans l'établissement CL DUNKERQUE implanté Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'opération régionale de contrôle des moyens d'extinction incendie. Elle fait également suite à l'incident du 25/08 en zone friteuse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CL DUNKERQUE
- Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg
- Code AIOT : 0003802000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CL Dunkerque (Groupe CLAREBOUT) exploite, sur la Zone Grandes Industries (ZGI) du GPMD, une installation de transformation de pommes-de-terre. Le site produit notamment des frites surgelées.

Le site est une ICPE soumise à autorisation. L'installation n'est pas SEVESO mais relève de la directive sur les émissions industrielles (directive IED).

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/08/2020 modifié.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Maintenance et contrôle des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Indisponibilité des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence des moyens d'extinction prévus sur le site	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.6.3.1 de l'annexe 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.6.3.2 de l'annexe 1	Sans objet
3	Etat des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
5	Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
7	incident	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.5.1 de l'annexe 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les moyens de lutte contre l'incendie sont présents et semblent correctement entretenus. le personnel a été formé à leur maniement. l'exploitant devra formaliser une procédure globale pour encadrer la maintenance, les contrôles et les essais de ces matériels et prévoir le cas de la défaillance ou de l'indisponibilité d'un équipement.

L'incident du 25/08 en zone friteuse n'a pas fait de victime ni occasionné de pollution. L'inspection a demandé la transmission d'un rapport d'incident.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence des moyens d'extinction prévus sur le site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.6.3.1 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de secours
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;</li> <li>- d'un dispositif de détection et d'extinction automatique (stockage de palette, stockage de cartons et polymères, stockage de flocons de pommes de terre) ;</li> <li>- d'un système d'extinction à mousse semi-automatique pour les locaux abritant les friteuses ;</li> <li>- d'un système d'extinction automatique en sortie des locaux abritant les friteuses ;</li> <li>- d'un système manuel d'extinction à la vapeur pour les fours ;</li> <li>- d'un système d'inertage à la vapeur pour les tuyauteries ;</li> <li>- de RIA ;</li> </ul>

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Le volume de la réserve d'eau dédiée au système de détection et d'extinction automatique (sprinklage) est de 1 000 m<sup>3</sup> ;

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

### **Constats :**

L'exploitant déclare que le site dispose des éléments suivants :

- le poste de garde est chargé d'appeler le SDIS (l'agent compose le 18) ;
  - un classeur a été créé suite à l'inspection inopinée sur le POI en juin 2025 avec des plans du site et grand plan au format A0 pour montrer aux pompiers la ou les zone(s) concernée(s). L'inspection constate qu'un plan identique est présent en salle POI. L'inspection recommande d'ajouter une indication sur le sens du vent. Les différentes zones de risque du site sont correctement identifiées ;
  - le sprinklage est présent dans les différents magasins - mais il n'y a pas de sprinklage dans l'entrepôt frigorifique, juste de la détection incendie. L'exploitant s'engage à corriger rapidement les fiches du POI sur ce point ;
  - un système d'extinction semi-automatique dans la zone friteuse : PIA (poste d'incendie additivé) il s'agit d'un système manuel qui permet d'incorporer dans la lance des RIA un produit de type « émulseur » au moyen d'un mélangeur ;
  - un système déluge en sortie friteuse (relié à une caméra thermique et une caméra vidéo) ;
- L'exploitant indique que ce système n'a pas été déclenché le 25/08, car il n'y avait pas de flamme en sortie de friteuse) ;
- un système manuel d'extinction à la vapeur dans les fours (c'est ce système qui a été déclenché le 25/08) ;
  - présence de RIA et d'extincteurs ;
  - présence d'une réserve d'eau de 1 000 m<sup>3</sup> pour le sprinklage (citerne dans un bâtiment situé à côté local sprinkleur, la cuve est réalimentée sur le réseau d'eau).

L'exploitant indique que le groupe motopompe est un groupe thermique.

L'exploitant indique qu'il n'a pas identifié de risque de gel, car tous les RIA sont situés à l'intérieur des bâtiments.

L'inspection invite l'exploitant à mettre en place un suivi de température dans les entrepôts non chauffés et dans le local motopompe du réseau des poteaux incendie afin de s'assurer de l'absence de risque de gel.

La maintenance des différents moyens de lutte contre l'incendie est effectuée régulièrement.

Lors de la visite des installations, l'inspection s'est rendue dans la zone « four » et a constaté la

présence des extincteurs, des RIA, du système d'extinction à la vapeur, des bidons d'additif (sur rétention) à proximité de chaque RIA, des caméras thermiques en zone de sortie de friteuse, du sprinklage en zone de sortie de friteuse.

Les extincteurs sont accessibles et protégées par une housse (la zone est très grasse). De même les RIA sont accessibles.

A proximité de la salle de contrôle de la zone friteuse, l'inspection a constaté, au niveau de la centrale incendie, que les voyants "en dérangement" et "hors service" sont allumés.

L'exploitant signale que ces voyants sont allumés en raison de travaux de raccordement de cette centrale incendie avec celle du poste de garde (pour avoir les reports d'alarme).

L'exploitant indique que la centrale est pleinement opérationnelle. Dans l'historique des alarmes, l'inspection constate que les différentes alarmes lors de l'évènement du 25/08 ont bien été enregistrées (voir point de contrôle n°7 du présent rapport).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande N°1 : L'exploitant informera sous 3 mois l'inspection des installations classées des moyens mis en œuvre pour s'assurer que les températures les plus basses, atteintes dans les zones non chauffées, ne sont pas susceptibles de nuire au bon fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Ressources en eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 7.6.3.2 de l'annexe 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie (DECI)

#### **Prescription contrôlée :**

La quantité d'eau mise à disposition pour l'extinction doit être au minimum de 540 m<sup>3</sup>/h utilisables pendant deux heures et ceci en application de la note D9.

Les moyens permettant d'assurer la DECI sont les suivants :

- au moins 10 poteaux incendie d'un diamètre nominal DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Ces appareils sont alimentés par le bassin du clarificateur contenant 3 000 mètres cubes et équipé d'une pompe de 600 m<sup>3</sup>/h. Un débit de 540 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures réparti sur 5 poteaux incendie normalisés doit être assuré. La pression dynamique minimale des appareils d'incendie est comprise entre 1 bar et 8 bars.

Les appareils sont implantés en bordure de voie accessible aux engins des services d'incendie et de secours ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.

Les points d'eau incendie assurant le volume nécessaire aux opérations d'extinction doivent être situés en dehors des zones de flux thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>.

En complément, deux aires de mise en station sont aménagées au niveau du bassin du clarificateur conformément aux dispositions de l'article . L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement du bassin ;

Les points d'eau incendie doivent être implantés, signalés, numérotés et entretenus conformément aux dispositions reprises dans le Règlement Départemental de Défense Contre l'Incendie du Département du Nord.

Les tuyauteries d'alimentation en eau font l'objet de contrôles périodiques visant à s'assurer de

leur bon état.

Le fonctionnement du réseau incendie (pomperie et alimentation électrique) doit être assuré pendant deux heures en charge maximale. L'alimentation électrique doit être secourue et assurée en cas de coupure de l'alimentation principale.

De plus, l'exploitant permet au SDIS d'effectuer :

- la reconnaissance opérationnelle initiale des PEI. A ce titre, il y aura lieu de fournir au SDIS le procès-verbal de réception des PEI ;
- la reconnaissance opérationnelle annuelle des PEI. A ce titre, il y aura lieu de fournir au SDIS le rapport de contrôle technique des PEI comprenant la mesure de débit des hydrants, (y compris en simultané).

L'exploitant avertira sans délai le Centre de Traitement de l'Alerte territorialement compétent en cas d'indisponibilité des PEI et de retour à l'état disponible de ces derniers, selon les modalités définies par le SDIS et remédiera aux indisponibilités dans les délais les plus brefs.

L'exploitant fait réaliser, a minima tous les 3 ans, une mesure du débit simultané délivré par les poteaux incendie.

Les résultats de cette mesure sont transmis au SDIS et à l'inspection des installations classées.

### **Constats :**

La fourniture d'une quantité de 540 m<sup>3</sup>/h pendant 2 h est assurée par une pompe thermique qui aspire l'eau du clarificateur.

Une feuille de contrôle est située au niveau du local pomperie (le contrôle est effectué par équipe technique chaque semaine, il est cadré par un mode opératoire sur la zone).

Les tests sur les poteaux incendie sont réalisés par la société SOMEX (dernier test le 23/12/2024) et transmis au SDIS. La pression et le débit sont testés. La pression dynamique de tous les poteaux est de 6 bars, le débit unitaire de 170 m<sup>3</sup>/h par poteau.

Un relevé de débit sur 5 poteaux en simultané a été effectué le 7 juin 2024 : le débit est de 695 m<sup>3</sup>/h sur 5 poteaux simultanés.

12 poteaux incendie sont présents sur le site.

L'exploitant indique que des contrôles visuels hebdomadaires sont réalisés sur les poteaux et qu'en cas de désordre une intervention de remise en état est programmée. Ces contrôles visuels ne sont pas tracés.

Les poteaux et bouches incendie vont l'objet d'une vérification périodique annuelle par ATSI.

L'exploitant indique que le niveau d'eau dans le clarificateur est surveillé via le niveau des bassins en amont du clarificateur.

L'inspection invite l'exploitant à mettre une alerte pour assurer un niveau d'au moins 1080 m<sup>3</sup> disponible pour la défense incendie en toutes circonstances.

Pour ce qui concerne l'implantation des poteaux en dehors des flux 3 kW/m<sup>2</sup> : l'exploitant indique que tous les poteaux ne sont pas en dehors des flux 3 kW/m<sup>2</sup>, mais il y a toujours un nombre de poteaux permettant d'assurer le débit requis qui est situé en dehors de zones exposées aux flux

thermiques.
L'exploitant précise que la reconnaissance initiale par le SDIS a été faite.
L'inspection s'est rendue à proximité du clarificateur : elle constate qu'il y a de la place pour le stationnement des engins de secours : ces aires doivent être matérialisées au sol.
Lors de la visite des installations, l'inspection s'est rendue au niveau du bâtiment abritant le groupe motopompe alimentant le réseau des poteaux incendie, la présence d'une fiche mentionnant les contrôles hebdomadaires est constatée. Un essai de fonctionnement du groupe motopompe de 20 minutes est réalisé chaque semaine. La réserve de carburant du groupe motopompe est pleine. Une pompe Jockey (électrique) est également présente sur le réseau.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>Demande N°2 : L'exploitant indiquera sous 3 mois les moyens permettant de s'assurer que le volume de 1080 m<sup>3</sup> est disponible en toutes circonstances pour la défense incendie .</p> <p>Demande N°3: L'exploitant transmettra sous 3 mois les éléments permettant de prouver la matérialisation des aires de mise en station à proximité du clarificateur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Etat des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des moyens d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il assure la formation du personnel à l'emploi des matériels de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 8 formés « <i>Feu friteuse</i> » en avril 2025</li> <li>• 50 formés en « <i>PIA Mousse + Couverture Chariot Lithium</i> » en février/avril 2025</li> <li>• 18 formés « <i>Equipier 1ère Intervention</i> » en juillet/septembre 2023</li> <li>• 179 formés « <i>Manipulation d'extincteurs</i> » en 2023/2024</li> </ul> <p>L'inspection a consulté le support prévu pour la formation (interne) des opérateurs de la zone friteuse aux moyens de lutte contre l'incendie. Cette formation va être déployée en septembre - octobre 2025.</p>



<p>Le site dispose d'un plan de formation global.</p>
<p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Maintenance et contrôle des moyens d'intervention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance et contrôle des moyens d'intervention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les différents systèmes sont contrôlés (L'inspection a consulté la check-list "sécurité friteuse" et la feuille "contrôle motopompe" ) mais l'exploitant ne dispose pas d'une procédure globale qui fixe la liste et la périodicité des contrôles à effectuer.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande n°4 : Il convient de mettre en place et de transmettre à l'inspection, sous un délai de 3 mois, une procédure encadrant, les fréquences et modalité de maintenance, contrôles et essais périodique de l'ensemble des moyens et matériels de lutte contre les incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté le registre informatisé de l'exploitant. Y figurent les vérifications relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux poteaux incendie ;</li> <li>- aux extincteurs ;</li> <li>- aux groupes motopompe ;</li> <li>- aux RIA / PIA ;</li> <li>- aux caméras thermiques ;</li> <li>- au désenfumage ;</li> <li>- au système de protection de la cuisine du laboratoire emballage.</li> </ul> <p>Le système d'injection de vapeur est contrôlé lors des arrêts techniques pour nettoyage.</p> <p>Par sondage l'inspection a consulté les rapports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rapport hebdomadaire (semaine 15 de 2025) de contrôle de la motopompe du réseau de poteaux incendie par la société ATSI.</li> <li>- rapport hebdomadaire d'essai de la motopompe sprinkler par ATSI.</li> </ul> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande n°5 : L'exploitant devra justifier, sous un délai d'un mois, que les observations figurant dans le rapport ATSI pour la vérification du groupe motopompe (S15 de 2025) ont été traitées (à part le niveau de gasoil pour lequel l'inspection a constaté qu'il était plein lors de la visite).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

**N° 6 : Indisponibilité des moyens d'intervention**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Indisponibilité des moyens d'intervention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une procédure traitant de la défaillance des moyens d'extinction ou de leur utilisation en cas de perte d'utilité (électricité, air comprimé...).</p> <p>L'inspection note que les motopompes permettant la mise en pression du réseau de poteaux incendie et des sprinkler ont des moteurs thermiques.</p>

Les vannes permettant le confinement des eaux d'extinction incendie dans le bassin calamité sont commandées par le réseau d'air comprimé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Demande n° 6 : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place cette procédure sous un délai de 3 mois. Ces éléments peuvent être intégrés dans la procédure de maintenance et de contrôle évoquée au point de contrôle n°4 du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 2.5.1 de l'annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incidents et accidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le mardi 26 août 2025, le responsable HSE de la société CI Dunkerque informe l'inspection qu'un incident a eu lieu la veille au soir. Cet incident n'a pas fait de victime et n'a pas causé de pollution. Les dommages semblent très limités. L'inspection informe alors l'exploitant que le sujet sera évoqué lors de l'inspection du 27 août.  Lors de l'inspection, le cadre qui était d'astreinte dans la nuit du lundi 25 au mardi 26 août nous détaille le déroulement des événements :  lundi à 23h30 le cadre d'astreinte a été contacté par le chef d'équipe en poste en production qui indique le lancement (manuel) de la procédure d'extinction à la vapeur dans la zone four suite à la hausse température, la présence fumée et 2 détonations.  L'exploitant rappelle que tous les opérateurs de la zone sont formés au maniement de ces moyens de lutte contre les sinistres (cf point de contrôle n°3 du présent rapport).

Le cadre d'astreinte demande l'évacuation de tout le personnel du site (au point de rassemblement) - en effet il était informé de la présence de fumée et n'avait pas d'information sur l'extinction du feu, puis il se rend sur site.

Le SDIS est appelé par le poste de garde.

Le cadre d'astreinte arrive sur le site vers 00h05 00h10.

A son arrivée, les pompiers sont déjà là (la levée de doute est en cours).

Les pompiers constatent qu'il n'y a plus de flamme (mais de la fumée).

L'exploitant entame alors un travail d'analyse pour déterminer la zone incriminée.

Un pompier repère une zone déformée sur une gaine d'aération du bâtiment.

Les pompiers et le service maintenance se rendent la dans zone technique (au-dessus des friteuses) pour vérifier l'absence point chaud.

Le chef de colonne du SDIS demande la remise en route de la ventilation pour permettre l'évacuation des fumées.

En effet, lors de l'évacuation, un arrêt d'urgence de la zone friteuse avait été tapé (ce qui avait déclenché la coupure électrique) avant de lancer le système d'extinction à la vapeur.

L'exploitant a procédé à la vidange de l'huile des friteuses puis au remplissage des friteuses en eau avant relancer la ventilation.

La remise en service de la ventilation a entraîné de nouvelles émissions de fumée (le feu était couvant)

Cela a permis de découvrir les zones incriminées :

- la hotte au-dessus du REYCO (lieu des 2 explosions)
- la gaine en partie supérieure (liée à cette hotte)

L'inspection a interrogé l'exploitant sur les détonations qui ont été entendues : L'exploitant répond que le sujet est encore en cours d'analyse (l'accumulation de miettes de coating a déjà été identifiée).

Le coating est un liquide (l'application sur le frites est réalisée par un système de rideau avant la friteuse).

L'exploitant indique que le POI n'a pas été déclenché car à l'arrivée du cadre d'astreinte sur le site, il a été considéré que l'incident était sous contrôle.

L'exploitant indique que l'incendie a durée 1min 30.

En effet, le feu a été circonscrit dans les secondes suivant la mise en œuvre de la vapeur.

Pour rappel le but du POI est notamment d'organiser les moyens internes à l'entreprise et les modalités de coopération avec les secours externes dans le but d'éviter qu'un incident n'évolue en accident majeur. Le POI aurait donc pu être déclenché le 25 août avant même l'arrivée du cadre d'astreinte et des secours ( le POI encadre par exemple la façon de prévenir et d'accueillir le SDIS). Il est donc demandé à l'exploitant de préciser les conditions de déclenchement de son POI afin que celui-ci puisse être mis en œuvre sans retard.

1 tête de sprinklage a déclenché automatiquement à la sortie friteuse (seuil à 150°C) - (L'exploitant précise que cette tête a été remplacée le mardi 26 août).

A l'arrivée du cadre d'astreinte sur le site, la motopompe qui maintient en pression le sprinklage et le réseau des RIA a été arrêtée après accord du SDIS. Ce groupe motopompe a ensuite été redémarrée pour remettre en charge les RIA. L'exploitant précise que l'isolation du réseau sprinklage n'a pas pu être réalisée (en raison d'un problème de badge d'accès) donc au redémarrage de la motopompe le sprinklage a repris.

Questionné sur la collecte des eaux d'extinction, l'exploitant indique que toutes les eaux ont été collectées dans la canalisation de la zone friteuse puis dirigée vers la fosse B110 puis la station d'épuration du site.

(conso d'eau environ 500 m<sup>3</sup> pour l'extinction soit la moitié de la cuve).

L'exploitant précise que seule de l'eau a été utilisée (pas d'additif) donc cette eau pourra être traitée à la STEP. L'exploitant ajoute que les analyses de la STEP sont conformes sur la journée du 26/08.

L'exploitant déclare qu'il a choisi de ne pas orienter les eaux vers bassin calamité compte tenu de leur nature.

Le SDIS a quitté les lieux vers 2h30.

L'exploitant indique que les installations ont redémarré le mardi 26 août vers 21h30 (après remplacement des extincteurs, de la tête de sprinklage, réinitialisation de la centrale incendie, nettoyage des gaines...).

Le redémarrage n'a pas été effectué à pleine cadence car une seule des deux hottes est utilisable.

L'exploitant indique que, dans le retour d'expérience, il est prévu d'envisager un nettoyage des gaines d'aspiration pour éviter accumulation de graisses.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°7 : L'inspection demande la transmission d'un rapport d'incident sous 15 jours.

Le rapport d'incident devra comprendre les informations prévues à l'article 2.5.1 de l'annexe 1 de l'arrêté du 03/08/2020 modifié et à l'article R.512-69 du code de l'environnement. Le rapport comprendra notamment la cotation de l'évènement sur l'échelle européenne des accidents.

Si le rapport est transmis après le 1er octobre, la nouvelle téléprocédure de déclaration des accidents pourrait être utilisée.

Demande n° 8 : Les critères de déclenchement du POI doivent être tels qu'en cas de survenue d'un événement prévu par une fiche scénario, celui-ci soit effectivement déclenché.

L'exploitant clarifiera et consignera par écrit les critères de déclenchement du POI sous un délai de deux mois.

**Type de suites proposées :** Sans suite